

**OSCE Chairmanship Conference on Intolerance
and Discrimination against Muslims
Cordoba, 9 – 10 October 2007
Session 2**

**Intervention de la délégation algérienne à la Conférence de Cordoue
sur la lutte contre l'Islamophobie.**

(Cordoue, 9-10 Octobre 2007)

Monsieur le Président,

La délégation algérienne tient à féliciter chaleureusement l'Espagne pour l'accueil de cette Conférence et le choix judicieux de Cordoue, ville d'histoire et de culture qui a su abriter, par le passé, dans une convivialité et une interaction remarquables, les trois grandes religions monothéistes.

Je voudrais en outre exprimer les remerciements et la considération élogieuse de mon pays à la Présidence espagnole de l'OSCE pour avoir traduit dans la réalité la proposition algérienne, faite à Lubliana en décembre 2005, à l'occasion de la 13^{ème} Réunion Ministérielle de l'OSCE, d'organiser une telle conférence qui constitue assurément un premier jalon dans le nécessaire processus de traitement de l'intolérance et de la discrimination qui frappent les musulmans.

Ma délégation regrette toutefois profondément que cette conférence n'ait pas reçu l'agrément de tous les Etats participants de l'Organisation pour ériger cette rencontre au niveau de Conférence de l'OSCE, au même titre d'ailleurs que l'ensemble des conférences précédentes tenues sur le thème de la lutte contre toute forme d'intolérance et de discrimination.

La délégation algérienne considère en effet qu'une conférence de haut niveau de l'OSCE de lutte contre l'islamophobie et tenue sous les auspices de cette Organisation trouve parfaitement sa raison d'être et sa justification. En effet, elle correspond d'abord à l'approche holistique et sans hiérarchisation devant guider le travail de l'OSCE dans ce domaine. Elle se justifie ensuite par les attaques et atteintes de plus en plus nombreuses, et de loin les plus importantes contre la religion musulmane et les musulmans, notamment à la suite des attentats terroristes du 11 septembre 2001.

L'ampleur de ces atteintes et les risques de leur banalisation sont porteurs de dangers. Ils mettent en effet en péril la coexistence pacifique des religions et des civilisations et partant la paix internationale, tout comme ils confortent les partisans de la funeste théorie du « choc des civilisations » qui alimentent eux-mêmes un processus de diabolisation des musulmans

parfaitement illustré par le malheureux épisode des caricatures blasphématoires contre le Prophète de l'islam.

De telles campagnes de provocation renforcent le sentiment de rejet et de stigmatisation vécu par la communauté musulmane et se traduisent par une crispation et une méfiance réciproques. Elles constituent un terrain propice au renforcement des courants extrémistes de tous bords, ravis d'engager le monde dans un jeu malsain de provocations et de réactions qui s'enchaînent. Dans une telle situation, le risque est grand d'assister à un élargissement du fossé d'incompréhension et de rejet de l'autre qui s'installe de manière durable. Il est donc urgent d'agir pour mettre un terme à ce fléau de l'intolérance et de la discrimination à l'égard des musulmans, et ce avant qu'il ne soit trop tard.

La prise de conscience sur les dangers que véhicule ce phénomène de discrimination doit nécessairement être accompagné par l'identification de vecteurs ou axes de travail sur lesquels doit se concentrer notre attention mais aussi notre action.

A cet égard, il y a lieu de faire d'abord une mention toute particulière des médias et moyens de communication de masse. De par leur audience et leur rayonnement, les médias ont sans doute une responsabilité particulière dans la propagation de la culture de la tolérance et de la compréhension de l'autre. Encore faut-il que cette tâche, redoutable par ailleurs, soit acquittée avec pondération et sens des responsabilités.

De ce point de vue, il convient de s'interroger sur l'apport réel des médias au rapprochement interculturel et à l'acceptation de l'autre, étant entendu que dans le cas qui nous occupe des segments significatifs de la presse, en particulier occidentale, ont eu des attitudes et des actions s'apparentant à des campagnes d'islamophobie, avec des dégâts politiques et psychologiques importants.

Il est vrai que la liberté d'expression et le respect des valeurs et croyances ne sont pas antinomiques ou en opposition. Ils peuvent s'exercer harmonieusement et dans un climat dénué de provocations et d'animosité. A cet égard, la délégation algérienne réitère ici sa proposition de tenue à Vienne d'un séminaire de l'OSCE sur la liberté et la responsabilité des médias.

Par ailleurs, la liberté d'expression ne doit pas être un motif d'inaction pour les Gouvernements et autres institutions ainsi qu'à la société civile. Tous les acteurs sont normalement astreints à une attitude de distanciation, et même de réprobation, des personnes ou des institutions ayant commis des provocations ou des délits en rapport avec l'islamophobie.

L'exclusion socio-économique, le délit de faciès, les brimades en tous genres sont autant de manifestations de rejet subies par les communautés

étrangères dans certains pays d'accueil. Ces intolérance et discrimination multiformes qui touchent de façon inégalée les différentes communautés évoluant dans l'espace OSCE nécessitent une réponse à la mesure des défis basée à la fois, sur une approche holistique, sur le principe, et différenciée s'agissant de la lutte pratique contre les atteintes subies par chaque forme d'intolérance prise séparément. A ce sujet, il est important que des études, y compris statistiques, soient menées pour déterminer l'ampleur subie par chaque forme d'atteinte.

Dans ce contexte, j'aimerais souligner l'apport notable joué par les trois Représentants Personnels de la Présidence en exercice de l'OSCE chargé de la lutte contre toutes les formes d'intolérance et de discrimination et d'insister sur la nécessité qu'il y a de les doter des moyens adéquats et proportionnels à l'ampleur des atteintes subies par les différentes communautés religieuses.

Pour terminer, je voudrais souligner l'importance qu'accorde la délégation algérienne, à la nécessité de voir cette conférence, à l'instar des précédentes consacrées aux autres formes d'intolérance, sortir avec un plan d'action contenant des recommandations pratiques destiné à contrer le fléau de l'islamophobie.

Nous sommes aujourd'hui au début d'un processus initié par l'Espagne pour traiter de l'islamophobie et mettre un terme à une forme insidieuse de discrimination. Dans cette voie qui n'est pas facile, il importe que les pays participants au sein de l'OSCE s'élèvent à la hauteur des défis qu'un tel phénomène impose. Il importe également que la question de l'islamophobie soit abordée dans les mêmes termes dans d'autres enceintes internationales pertinentes, et en particulier au niveau des Nations Unies.